

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
3 avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 25/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DECAYEUX STI (EX : PDM)

RUE ALFRED NOBEL
ZI DE MARCEROLLES
26500 BOURG LES VALENCE

Références : 20220325-RAP-DAEN0246

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement DECAYEUX STI (EX : PDM) implanté RUE ALFRED NOBEL ZI DE MARCEROLLES 26500 BOURG LES VALENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECAYEUX STI (EX : PDM)
- RUE ALFRED NOBEL ZI DE MARCEROLLES 26500 BOURG LES VALENCE
- Code AIOT dans GUN : 0006102522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site comporte 14 salariés et l'activité consiste à préparer et traiter des pièces (vis, clous, rivets, boucles, etc) destinées exclusivement à la fabrication des articles de luxe (maroquinerie, bagages).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Maîtrise du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet
Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 III	/	Sans objet
Dispositions particulières applicables	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet
Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 02/03/2010, article 7.6.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Action nationale TS
Prescription contrôlée : Locaux à risques Recensement des parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre. A minima toutes parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372
Constats : Conforme.
Observations : Les parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (stockage de substances corrosives et toxiques) sont recensées et disposées sur le plan ETARE. Aucune substance ou mélange inflammable n'est utilisé sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques éclairage et chauffage
Prescription contrôlée : Installations électriques conçues conformément aux normes en vigueur et entretenues en bon état et vérifiées. Mise à la terre des équipements métalliques. Chauffage par eau chaude ou vapeur (ou justificatifs sécurité équivalent). Circuits de régulation thermique de bains => pas de circuits de refroidissement ouverts.
Constats : Conforme.
Observations : Les installations électriques sont contrôlées annuellement. La dernière vérification a été réalisée par l'APAVE le 05/10/21. Les observations ont été traitées par des actions correctives réalisées par la société Roland GARD le 26/01/22. Le dernier Q18 délivré est favorable. La mise à la terre des équipements métalliques a été contrôlée lors de la vérification des installations électriques. Le chauffage des locaux est assuré par des radiateurs électriques et des climatisations réversibles. Le refroidissement des bains est réalisé par un groupe froid.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment: a) Moyen d'alerte des SIS b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. e) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Conforme.
Observations : Des téléphones permettent de donner l'alerte. Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Le dernier contrôle annuel de ces extincteurs a été réalisé par la société EUROFEU le 03/09/21.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 III
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages et rétentions
Prescription contrôlée : Bassin de confinement (ou dispositif équivalent) pour recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction Dimensionnement justifié dans le dossier d'Enregistrement ou AP d'autorisation. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
Constats : Conforme.
Observations : L'atelier est conçu pour recueillir les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il est surbaissé par rapport au reste de l'installation et forme un point bas au Nord Est. De plus des cuves enterrées étanches sont en place au dessous de l'atelier. Le volume retenu est de 100 m ³ (prescrit à l'article 76.6.1 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 02/03/10). En cas de débordement à l'extérieur du site, ces eaux rejoindraient le parking en enrobé qui comporte une grille d'évacuation des eaux pluviales au point bas. Un clapet est en place sur le conduit d'évacuation des eaux pluviales qui permet d'obturer le réseau et de retenir les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ce clapet et est affichée à l'entrée de l'atelier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions particulières applicables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Régulation thermique
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Contrôles réguliers de ces dispositifs et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.
Constats : Conforme.
Observations : Chaque cuve est équipée d'un capteur de niveau qui permet de détecter le manque de liquide et qui, en cas de niveau bas, déclenche l'arrêt du chauffage. Une vérification hebdomadaire est effectuée sur ces capteurs de niveaux par le responsable de la maintenance. Le cas échéant, un nettoyage de ces capteurs de niveaux est réalisé en même temps. Les résultats de ces vérifications sont consignés dans un registre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2010, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et dispositif d'extinction
Prescription contrôlée : Un poteau incendie sera installé à moins de 200 mètres de l'établissement. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'extinction.
Constats : Conforme.
Observations : Deux poteaux incendie sont en place à proximité de l'établissement dont un à moins de 200 mètres (au Sud). L'exploitant s'assure de la disponibilité de débit et de pression de ces poteaux auprès de la régie de l'eau de Valence. La dernière vérification a été réalisée le 08/11/21 et le document établi par la régie de l'eau de Valence précise que les débits et pressions de ces deux poteaux incendie sont satisfaisants. La totalité du personnel est formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'extinction. La dernière session de formation a été réalisée le 25/11/21.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet